

Présente :

L'INVRAICROYABLE

Le très célèbre et redoutable journal satirique de la section Solidaires finances publiques de Vaucluse.

JUIN 2017

L'invaicroyable ! Organe décapant et satirique au service des adhérents de la section de Vaucluse !

Le complément indispensable à l'UNITE, lu par les ministres et dans tout l'univers !!!

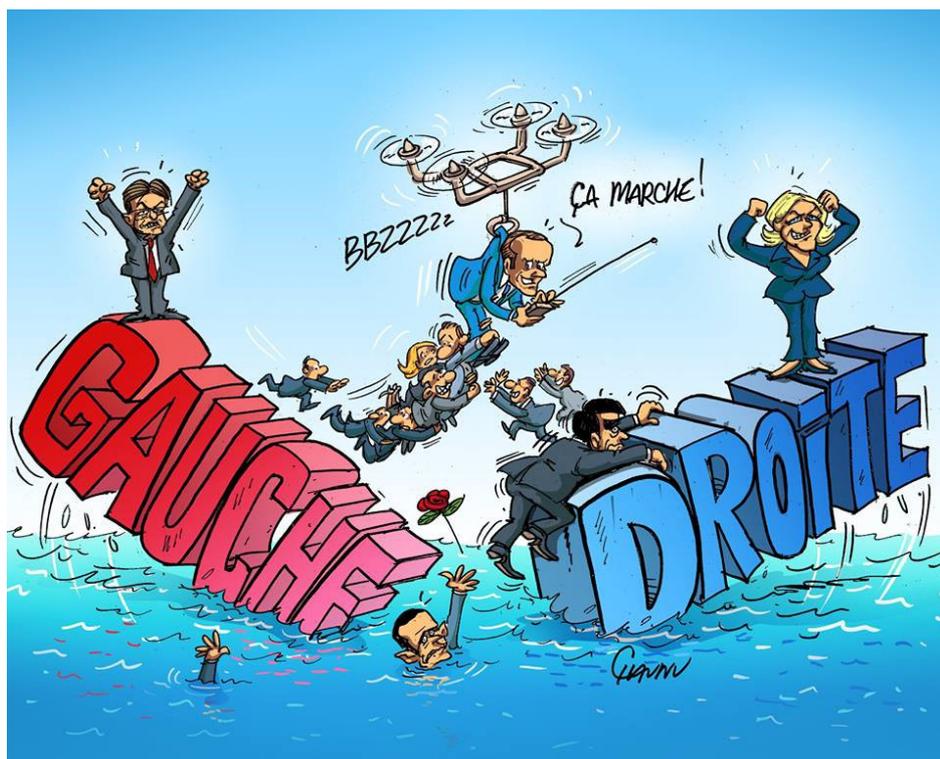
Pour les procès, veuillez vous adresser directement à : SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 80 rue de Montreuil Paris 11°.

Pour éviter des frais de procédure ou d'avocat vous savez où nous trouver !

Bien amicalement, le comité de rédaction.

(Abonnement et prix de la publication : 0€, on rase gratis !!!)

LA NOUVELLE VERSION FRANCAISE DU RADEAU DE LA MEDUSE



Syndicat national



Solidaires Finances Publiques

TOUS RINGARDISES !

Et bien voilà, c'est fait ! Depuis hier soir 20 h plus de la moitié de la France est devenue ringarde. Oh, ce n'est pas une surprise... Les médias n'ont eu de cesse de le marteler depuis le début de la marche de celui qui est devenu notre nouveau président. Voici enfin un président jeune, beau, non partisan, ni de droite, ni de gauche bien au contraire, et avec que des idées nouvelles dans son programme. Nouveauté, donc progrès !

Voilà qui aurait fait un beau sujet pour l'épreuve de philosophie du bac : l'avenir du progrès est-il le futur du passé ?

Car oui, dès qu'un vent de nouveauté se lève, c'est forcément pour balayer tout ce qui existait avant. Comme si tous nos ancêtres n'étaient que des imbéciles, dont la seule utilité serait de se reproduire pour engendrer le génie du futur !

Seulement voilà, et n'en, déplaît à tous les « progressistes » aussi nombreux aujourd'hui que l'étaient les résistants lors de la Libération hier, la France possède une histoire, une longue histoire, faite de combats, de Lumières, de liberté, d'égalité et de fraternité.

Or, la République qui s'annonce semble avoir oublié l'égalité et la fraternité, et l'histoire regorge d'exemples où la liberté, sans l'aide de ses deux sœurs, ont mené tout droit à la catastrophe pour le peuple ! Ah, pardon, on ne dit plus le peuple, mais la ressource vive du pays, c'est vrai, on avait oublié, nous aussi, nous sommes devenus des ringards en puissance. Fini le temps des syndicats qui défendaient les citoyens, et bienvenue aux partenaires sociaux qui ne discuteront QUE des propositions venues d'en Haut et de celles-là seulement. Mais bon, si le peuple le souhaite...

Sauf que le peuple ne le souhaite pas ! 25 % d'abstention au deuxième tour des présidentielles, plus de 58 % au deuxième tour des législatives !

Si la France s'est mise « en marche », c'est en traînant des pieds visiblement...

Alors ? Et maintenant ? On fait quoi ? On laisse faire cette nouvelle majorité, histoire que tout le monde comprenne bien à qui on a affaire, comme semblent le penser gauche et droite ? Et quand il sera trop tard, on fera quoi ? La révolution ? Comme le prône tant l'extrême gauche que l'extrême droite ?

Peut-être en étant plus modestes et en essayant de convaincre que des bonnes idées, il y en a partout, et que « consensus » n'est pas un gros mot. Ça s'appelle : l'unité nationale, et c'est l'unité nationale qui forme le ciment d'une Nation démocratique.

Alors à nos truelles et que le chantier commence !



PAS(SE) TON TOUR !

Et une réforme repoussée, une ! Voilà qui ressemble furieusement aux méthodes politiques d'antan !

La nouvelle majorité a donc décidé de repousser à 2019 les grands débuts du Prélèvement A la Source (PAS). Petit résumé de cette affaire : Notre nouveau président, alors seulement candidat en marche à pas de loup, affirmait que cette réforme ne lui semblait pas opportune, puis, la marche se transformant en galop, il nous a fait le coup du « on fera une étude d'impact », et au final, ce sera un simple audit. C'est normal : après avoir tant marché, une pause s'imposait, et la marche arrière peut s'enclencher... En effet, qui pourrait croire une seconde que cette réforme ne s'appliquera pas quand on voit l'équipe de choc en charge de cet audit : IGF, IGAS et cabinet privé ! Et bien évidemment, pas l'ombre d'un représentant syndical dans l'élaboration de cet audit. La concertation est restée au bord du chemin, apparemment victime d'une crampe suite à cette marche forcée...

Et la marche forcée, c'est connu de tous les randonneurs, ne laisse pas le temps de regarder tout ce qui est écrasé au passage !



NE TOURNONS PAS AUTOUR DU PAU !

Notre Directeur nous a informés lors du dernier CTL, que le Département va être rattaché à un centre de contact (CDC): celui de Pau (et c'est qui l'heureux maire de cette riante commune du Béarn ? Un indice : il détient le record de la durée la plus courte en tant que ministre de la Justice !!). Pour mémoire, rappelons que le CDC est en charge de la réception téléphonique, du traitement de certains mails et e-contacts ainsi que des contentieux et des gracieux (simples) concernant les SIP, CDIF et trésoreries mixtes (pour sa mission de recouvrement de l'impôt).

CDC+PAS+réforme TH ? Voilà une addition qui s'annonce salée pour les services concernés ! En effet, si on ajoute à cette addition la constante de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires, pas besoin d'avoir fait sciences po pour comprendre que la DGFIP va, à nouveau, servir d'ajustement majeur dans le total !





AYYYEEEEEEZ CONFIIIAAAAAAAAAANCCCCCE

Ami fonctionnaire des impôts, depuis de trop nombreuses années tu as alerté notre sainte direction de ton malaise, voire même, de ton mal-être. De suppressions en suppressions, tu ne comprends pas pourquoi nos gouvernements successifs n'ont point agi pour remédier à cette injustice !

Ayyyyyyyyyyyyyyyyy confiiiiiance, notre nouveau leader maximo tout frais élu l'a bien compris ! La marche, ç'est bon pour le cerveau.

Et l'idée de génie est venu éclairer la boîte crânienne de notre randonneur en chef ! Arrêtons de supprimer des agents des finances publiques ! Voyons plus grand ! Il faut un destin nouveau à nous autres, agents en charge de ramener des sous afin de combler le découvert du compte France !

Supprimons le ministère des Finances !

Voilà enfin le grand projet dévoilé ! Tels les initiés de l'antiquité, toutes ces tortures qui nous ont été infligées depuis tant d'années ne servaient qu'à nous préparer à accepter et à comprendre cette évidence connue que des Grands de ce monde : Agent des finances, tu ne sers à rien !

Ayyyyy confiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiance ! L'état, dans sa grande mansuétude ne vous abandonnera pas ! Il va même créer une communauté de destin de tous les agents publics, le ci-devant bien nommé : MINISTERE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS !

Oui, le ministère agira et comptera, mais pas sur toi, petit agent DGFIP. Il te soulagera de ta peine en supprimant tes missions qui te sont devenues une charge bien trop lourde pour tes frêles épaules.

En ces temps de prise en compte de la pénibilité du travail, voici une sage décision ! Ainsi, tu pourras te laisser supprimer (ton poste!) en toute quiétude, vu qu'il n'y aura plus rien dedans.

Ayyyyyyyyyyyyyyyyyyz confiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiance, et apprenez le but ultime de la marche lors de vos prochaines manifestations si sympathiques et qui font la fierté de la France à l'étranger : point de bonne marche si point de but à atteindre, voilà un beau sujet de philosophie. Vous avez 5 ans pour le travailler...



LA DDFIP DE VAUCLUSE AU RAPPORT !!

Bientôt 10 ans que la DSF et la Trésorerie Générale de Vaucluse ont fusionné en DDFiP de Vaucluse. En fait de fusion, c'est plutôt la fonte :

- fonte des effectifs bien sûr puisqu'on touche là au but ultime, dégraisser, dégraisser (oui mais dégraisser, c'est quand il y a de la graisse, ça c'était bien avant...). Au niveau du département, on est passé d'environ 850 agents à 710, un vrai plan social quoi !!!

- fonte des services ; c'est comme la banquise, chaque année, certains pans de notre maillage territorial passent par pertes et profits. Ainsi, vous ne pouvez plus vous rendre aux guichets de Pernes, Cadenet, Gordes, il n'y a plus qu'un SIP, qu'un SIE et (théoriquement) qu'un seul SPF sur Avignon ; tout cela avant les prochaines annonces, car nul doute que l'ASR et son couperet vont se remettre d'autant plus « En Marche »....

- fonte de nos acquis ; accélération de la carrière en lien avec la notation, mise en place rapidement du RIFSEEP (qui englobera la majorité de nos primes, dont certaines vont redevenir variables), règles de mutations de plus en plus à l'avantage de l'administration, diminution des droits syndicaux, etc.

- fonte du dialogue social, avec un directeur général qui en fait la promotion tout en le torpillant à chaque occasion qui lui est donnée.

Résultats, des accueils fermés deux demi-journées par semaine avec la bénédiction des agents, une activité réduite dans les services territoriaux (avec parfois une certaine ingérence dans les décisions des collectivités territoriales sur la remunicipalisation des services d'eau par exemple), des cadres désorientés (priés qu'ils sont de faire fonctionner la machine avec les moyens du bord) et des agents à qui on fait perdre les sens (du travail, du service public, etc). Ce tableau déjà noir n'est pourtant pas exhaustif ; quelle misère !!

On se retrouve donc avec des services territoriaux déplumés, certains services de direction en particulier le pôle gestion publique dont certaines équipes de travail sont décimées.

Lors des dernières réunions institutionnelles (comité technique local, comité hygiène et sécurité-conditions de travail) ces sujets-là ont été évoqués à travers plusieurs filtres : baromètre social, tableau de bord de veille sociale, DUERP. Les compte-rendus sont en ligne sur notre site local

(https://siteslocaux.solidairesfinancespubliques.org/pages_locales/page_locale.php?num_depart=840). Un CHSCT a été convoqué en janvier 2017 pour étudier les fiches d'alerte rédigées par certains services (peu de mesures concrètes en sont sorties).

Solidaires 84 a demandé qu'un bilan précis soit tiré de cette décennie de dérive ultra-libérale et que les données sociales départementales soient étudiées plus finement, ce qui pour nous, ne peut déboucher que sur une seule conclusion : arrêt des réorganisations, arrêt des suppressions de postes.

Affaire à suivre.....





Rejoignez nous !

Jamais seul avec SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES

Premier syndicat de la DGFIP

**Notation, mutations, luttes en cours, nos Finances Publiques,
retraites..**

La force de tous les Agents de la DGFIP

J'adhère !

Réforme sociale en vue : la retraite bientôt touchée ?



UN PEU DE LOGIQUE...

La cour des comptes l'affirme : le déficit de l'Etat est supérieur à ce qui était prévu !

L'Etat répond : c'est la faute des fonctionnaires trop payés !

AREVA dit : bon, on doit être un peu responsable aussi, vu qu'il nous manque 2,5 milliard d'euros pour boucler notre budget !

EDF dit : ah non, ne nous regardez pas ! Si vous voulez régler le problème, il faut nous autoriser à démarrer ce foutu réacteur EPR à Flamanville ! Déjà qu'il a coûté 5 fois son prix initial (ah ben tiens, faudra penser à l'ajouter au déficit de l'Etat aussi !).

L'Etat dit : c'est la faute aux fonctionnaires de l'agence de sécurité nucléaire ! Ces vilains ne veulent pas autoriser la mise en route de ce réacteur sous prétexte que le toit de la cuve principale ne serait pas aux normes !

Donc l'Etat dit à l'ASN : déficiiiiiiiiiit ! Si vous voulez que votre budget reste stable, attentiiiiiiiiion à vous!!

L'ASN dit : bon, ok ! Feu vert pour la mise en route du réacteur !

Donc, si l'EPR nous pète un jour à la gueule, vous savez déjà qui sont les responsables !

Saluds de fonctionnaires !

LES RECETTES MIRACLES DU DOCTEUR DARMANIN...

L'audit de la Cour des comptes constate une déroute des finances publiques ! Il faut faire des économies et les fonctionnaires sont les premiers visés. Et oui, il leur faudra se serrer la ceinture encore un peu plus ! Changement de gouvernement, nouvelle(s) politique (s) et, au bout du bout, toujours les mêmes remèdes qui font mal à la tête et au fondement (syndrome bien connu de la céphalée rectale...).

Le comble, c'est que la seule administration en charge de ramener les sous soit la première visée par les futures économies !

Nous refusons de payer pour la mauvaise gestion des comptes de l'Etat !!!



NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT



SIE DE CARPENTRAS : BACK TO THE FUTURE !!

Au milieu des années 2000, vous prenez un service avec sa palette de missions. Vous brassez et Hop !! les IFP se transforment en IFU . Les agents s'adaptent (comme d'habitude), le service tourne, mais cela manque de modernisme, car un précepte dgfipien énonce l'idée suivante : « il ne faut pas attendre qu'un service aille mal pour le réformer ».

Une fois la marguerite fanée (oui, mais alors fanée, fanée, complètement séchée la pauvre fleur), vous brassez à nouveau, et Hop !! les missions sont re-réparties. Cette fois, on crée une « inspection de gestion fiscale » et un pôle « transverse »

Entre temps, les agents C ont quasi-disparu du service et on traite la masse de boulot par listes entières (des listes, des listes, encore des listes....).

ledit boulot sera rendu tellement plus intéressant que la note nationale (Annexe 1 à la note réf. 2016/09/1636 du 08/12/2016) qui préconise cette nouvelle organisation précise : « Afin de prévenir un éventuel sentiment de lassitude, notamment pour les équipes « transverses », il peut être envisagé, pour varier les tâches, d'organiser périodiquement des rotations entre équipes, **si la composition du SIE le permet.** »

En clair, les agents vont s'emmerder, mais s'il en reste encore quelques uns, il va falloir les faire valser....

Moi je dis quand ça part sur une base aussi festive, ça ne peut donner que du bon temps !! Et des résultats flamboyants!!!

*L'entreprise s'accommode
assez bien des erreurs
de management.
Les collaborateurs, moins.*





quelques citations...

«La théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne. La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi. Ici, nous avons réuni théorie et pratique : Rien ne fonctionne... et personne ne sait pourquoi ! »

(Albert EINSTEIN)

Finalement, le scientifique Albert Einstein savait aussi regarder dans la boule de cristal concernant la future DGFIP

«Il a été décidé qu'on reparlerait, dès les petites classes, d'éducation civique, d'honnêteté, de courage, de refus du racisme et d'amour de la République. Il est dommage que l'école ne soit fréquentée que par les enfants. »

(André FROSSARD)

Courage, une nouvelle génération arrive !

«Dans ce monde égoïste qui est le nôtre, on se demande parfois s'il ne faudrait pas se déguiser en miroir pour que les autres nous accordent un regard »

(Philippe GELUCK)

En voilà une bonne idée de costume pour les prochaines manifs !

«Entre ce que je pense, ce que je veux dire, ce que je crois dire, ce que je dis, ce que vous avez envie d'entendre, ce que vous entendez, ce que vous comprenez...il y a dix possibilités qu'on ait des difficultés à communiquer. Mais essayons quand même...»

(Bernard WERBER)

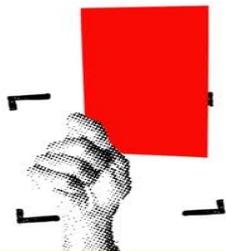
Lui, je le soupçonne d'avoir assisté à plusieurs CTL...

« La liberté consiste à faire tout ce que permet la longueur de la chaîne »

(François CAVANNA)

En matière de droit du travail, on va bientôt rediscuter de la longueur...





LA REVOLUTION PARENT (ALE)

(après un tour sur soi-même, on revient au même point)

Monsieur le Directeur Général, vous avez déjà été à la tête de notre administration non fusionnée à l'époque, la Direction Générale des Impôts, la défunte DGI. Et en décembre 2006, nous écrivions ceci (extraits choisis)

« Il en va de soi que le Directeur général, se doit de préserver un service public performant et de qualité chose auquel tous les agents de la DGI sont très attachés, de protéger les agents sous sa responsabilité et de reconnaître les efforts imposés par ses décisions.

Au regard des dégradations des conditions de travail, de l'augmentation des charges, de la non reconnaissance, de votre volonté d'individualisation et de remise en cause des garanties des agents, la vie de l'agent DGI importe peu et n'est pas une préoccupation.

La volonté de s'opposer aux suppressions d'emploi néfastes pour l'administration n'est plus de mise. Pire encore, ces suppressions sont justifiées par des subterfuges énarquiens qui relèvent plus de savants calculs que de l'efficacité.

Le seul but des réformes est de faire face aux suppressions d'emplois allègrement concédées au pouvoir politique dont la légitimité est contestable.

Les effets d'annonce doivent être suivis des faits au mépris d'un service public citoyen, équitable et juste.

Dans tous les services, les agents sont en péril. La souffrance au travail atteint des sommets à la DGI et reflète au-delà de tous les référentiels statistiques les dégâts causés par la pénurie d'effectifs, l'ajout de missions et le travail aux seuls indicateurs.

Monsieur le directeur général, vous vous félicitez partout de vos brillants résultats. Il convient de rappeler qu'un chef, quel que soit son niveau, ne vaut que par le travail de ses subordonnés. Vous avez la ferme intention de modifier les règles de gestion.

Il est urgent de remettre l'agent DGI au centre de vos préoccupations, que ce soit la priorité.

Vous avez perdu la confiance des agents de la DGI.

Aussi, il est temps Monsieur le directeur général d'en tirer les conséquences, et de réorienter votre action avec les agents et pas contre eux. »

Après un passage à la tête de la DGCCRF, vous avez pris les rênes de la DGFIP et 10 ans plus tard nous pourrions écrire la même chose. Enfin pas tout à fait car le constat est encore plus alarmant.

Le temps améliore le bon vin et aigrit davantage la piquette.

Votre concept du dialogue social « Vous avez le droit d'être en désaccord, et je m'en contre fous » est dépassé .

Vous avez fait trop de mal aux agents et à la maison DGFIP.

Nous espérons simplement que notre nouveau ministre en tire les conséquences qui s'imposent....

LE PROGRES EN MARCHE

On connaissait le burn-out (surchage de travail), le bore-out (l'ennui au travail), mais on ne connaissait pas (encore) le brown-out...(voir le lien si contre, aussi drôle que glaçant : http://www.lemonde.fr/m-perso/article/2016/10/13/apres-le-burn-out-et-le-bore-out-voici-le-brown-out_5012742_4497916.html)

Cette « pathologie » se manifeste face à l'absurdité quotidienne des tâches à accomplir, ou qui heurtent les convictions profondes.

A la DGFIP, ces trois « pathologies » se retrouvent un peu partout, et parfois en même temps. Qui ne connaît aucun collègue se plaindre qu'il ne s'en sort plus face à la montagne de boulot qui se dresse devant lui, ou bien qui se plaint que son boulot ne lui laisse aucune place à l'initiative personnelle, ou bien encore qui se trouve heurté dans ses convictions par des ordres visiblement contraires à son sens du service rendu au public ? Parfois même, le collègue en question, c'est vous, c'est nous !

Evidemment, toute une panoplie de préventions de ces risques existe, ainsi qu'une palanquée de solutions qui consistent à développer des outils tournés à formater l'individu aux changements des conditions de travail (plan de prévention, psychologues, et pharmaciens pour les plus réfractaires!).

Effort certes méritoire, mais qui souffre de deux défauts majeurs : l'absence de concertation et d'autonomie.

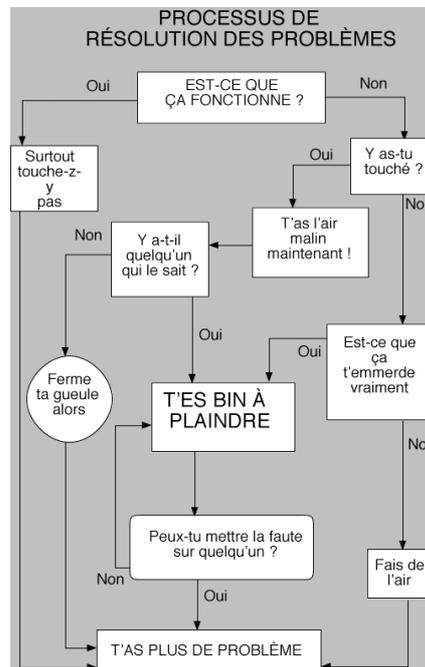
En effet, tout part « d'en haut », puis charge aux acteurs impactés de se débrouiller in-situ.

Viendra-t-il à l'esprit de nos dirigeants que des propositions venant « d'en bas » et étudiées en concertation pourraient se révéler bénéfiques pour tout le monde ? Et surtout pour celui « d'en haut ».

La question suivante peut alors se poser : qui est le mieux placé pour savoir quelles propositions formuler pour améliorer ses conditions de vie au travail : les agents concernés (du cadre C au chef de service) ou les Hauts fonctionnaires du ministère ou de la Centrale ? La DG parle sans arrêt de l'autonomie.

Ce vaste débat ne touche pas que la fonction publique ; beaucoup de sociétés privées sont à la recherche de nouvelles organisations laissant une vraie marge de manœuvre aux employés. La Direction n'intervenant alors qu'en cas de dysfonctionnement irrésolu.

Pour parvenir à ce résultat, il faut alors donner une véritable autonomie aux cadres intermédiaires, en leur donnant VRAIMENT les moyens de fonctionner. Ainsi, le mouvement du bas vers le haut et réciproquement pourrait vraiment se faire dans la concertation. Bien évidemment, ce système passe aussi par une autre véritable concertation : celle qui réunira direction et représentants du personnel, et qui pourra alors aider à résoudre les problèmes en amont et non plus en aval, lorsque tout a déjà été décidé. Peut-être alors pourrions nous parler de marche vers le progrès...



RETENEZ BIEN LA DATE DU **22 SEPTEMBRE 2017**

**ASSEMBLEE GENERALE DE SOLIDAIRES
FINANCES PUBLIQUES !!!**

TOUJOURS AU RESTAURANT « LA GRAVIERE »

LE PONTET

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

A bientôt pour de nouvelles rencontres sur le terrain

Et surtout, surtout,



Et on se (re)met tous « En marche » !